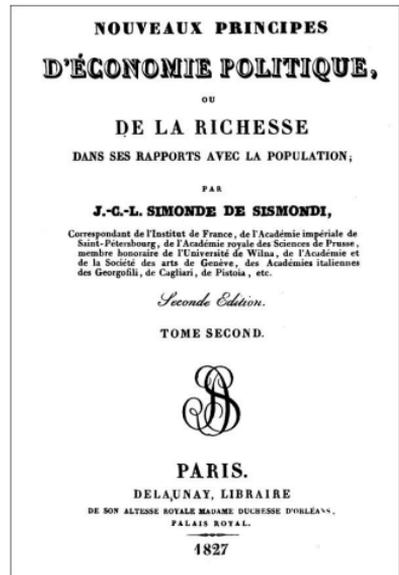
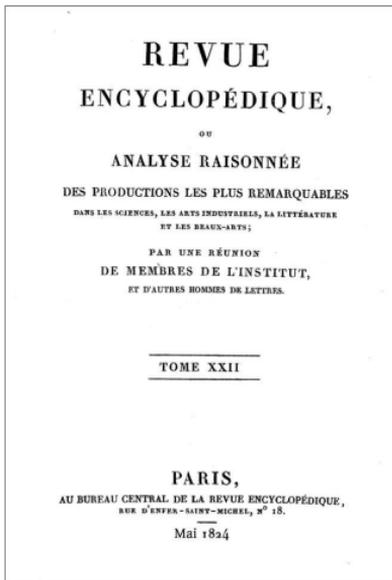


J.-G.-L. SIMONDE DE SISMONDI

Sur la balance des consommations avec les productions

Revue encyclopédique, Tome XXII, Mai 1824



reproduit dans :

*Nouveaux Principes d'Économie Politique,
ou De la richesse dans ses rapports avec la population,
Paris, Delaunay, 1827, tome 2.*

Sur la balance des consommations avec les productions ¹.

LES économistes sont aujourd'hui divisés sur une question fondamentale, et de la décision de laquelle dépendent en quelque sorte les premiers principes de leur science. Nous l'avons déjà traitée ailleurs; nous demandons la permission de la traiter encore, et peut-être conviendrait-il d'y revenir à plus d'une reprise. Un petit nombre de pages ne sauraient suffire ni à ébranler chez les uns des opinions déjà établies, ni à fonder chez les autres une nouvelle doctrine. Tout ce que nous pouvons nous flatter de faire, c'est de montrer l'importance du point à décider, et d'engager à méditer de nouveau ceux qui peut-être ont trop légèrement formé leur opinion.

Voici cette question. M. Ricardo, en Angleterre, M. Say, sur le Continent, ont soutenu qu'il suffit à l'économiste de s'occuper de la production des richesses; car la plus grande prospérité des nations tient à produire toujours davantage. Ils ont dit que la production, en créant des

¹ Ce petit écrit a été publié une première fois dans la *Revue encyclopédique*. Mai 1824; tome xxii

moyens d'échange, crée des consommations; qu'on ne doit jamais craindre que les richesses encombrant le marché, quelle que soit la quantité qu'en ait produit l'industrie humaine, parce que les besoins et les désirs de l'homme seront toujours prêts à convertir toutes ces richesses à son usage.

D'autre part, M. Malthus, en Angleterre, a soutenu, comme j'ai essayé de le faire sur le continent, que la consommation n'est point la conséquence nécessaire de la production; que les besoins et les désirs de l'homme sont, il est vrai, sans bornes, mais que ces besoins et ces désirs ne sont satisfaits par la consommation qu'autant qu'ils sont unis à des moyens d'échange. Nous avons affirmé qu'il ne suffisait point de créer ces moyens d'échange pour les faire passer entre les mains de ceux qui avaient ces désirs ou ces besoins; qu'il arrivait même souvent que les moyens d'échange s'accroissaient dans la société, tandis que la demande de travail ou le salaire diminuait; qu'alors les désirs et les besoins d'une partie de la population ne pouvaient pas être satisfaits, et que la consommation diminuait aussi. Enfin, nous avons prétendu que le signe non équivoque de la prospérité de la société, ce n'était pas la production croissante de richesses, mais la demande croissante de travail, ou l'offre croissante du salaire qui le récompense.

MM. Ricardo et Say n'ont point nié que la demande croissante de travail ne soit un symptôme de prospérité; mais ils ont affirmé qu'elle résulte inévitablement de l'accroissement des productions.

M. Malthus et moi, nous le nions : nous regardons ces deux accroissemens comme résultant de causes indépendantes, et qui quelquefois peuvent être opposées. Selon nous, lorsque la demande de travail n'a pas précédé et déterminé la production, le marché s'encombre, et alors une production nouvelle devient une cause de ruine, non de jouissance.

Le plus grand nombre des économistes ont embrassé, dans cette question, l'opinion de MM. Say et Ricardo; mais presque tous les hommes d'affaires se conduisent d'après les principes exposés par M. Malthus et moi. Tant dans les manufactures que dans l'agriculture, c'est le débit qui leur paraît être la cause immédiate de leur prospérité ou de leur souffrance; c'est sur le débit qu'ils désirent régler leurs efforts pour produire, lors même qu'ils ne peuvent pas toujours y réussir.

M. Ricardo, dont la mort récente a profondément affligé, non pas seulement sa famille et ses amis, mais tous ceux qu'il a éclairés par ses lumières, tous ceux qu'il a échauffés par ses nobles sentimens, s'arrêta quelques jours à Genève dans la dernière année de sa vie. Nous discutâ-

mes ensemble, à deux ou trois reprises, cette question fondamentale sur laquelle nous étions en opposition. Il apporta à son examen l'urbanité, la bonne foi, l'amour de la vérité qui le distinguaient, et une clarté à laquelle ses disciples eux-mêmes ne se seraient pas attendus, accoutumés qu'ils étaient aux efforts d'abstraction qu'il exigeait d'eux dans le cabinet; mais une discussion orale ne pouvait suffire sur une question qui demande une réunion si difficile de calculs positifs et de considérations en quelque sorte métaphysiques; aussi me suis-je proposé de reproduire ici, avec un peu plus d'ordre, avec l'aide d'un peu plus de méditation, les argumens dont je fis usage dans ces conférences dont le souvenir m'est précieux.

Nous admettions l'un et l'autre (et comment ne pas l'admettre?) que tous les genres d'industrie, agricole et manufacturière, se sont plaint alternativement, dans tous les pays de l'Europe, de l'encombrement des marchés, de l'impossibilité de vendre, ou de vendre autrement qu'à perte : j'y voyais l'excès de la production, ou sa disproportion avec la consommation; mais cet excès ou cette disproportion étant également impossibles, selon M. Ricardo, il attribuait cet effet aux vices de l'ordre social, aux gênes apportées à la circulation des produits et aux impôts.

Nous écartions l'un et l'autre de la question qui nous occupait, le cas d'une nation qui vendrait plus aux étrangers qu'elle ne leur achèterait, qui, pour une production croissante au dedans, trouverait un marché croissant au dehors. La plupart des hommes d'état, par un reste d'attachement à l'ancien système mercantile, se sont bien proposé, de même que l'ont conseillé MM. Ricardo et Say, d'augmenter sans cesse la production chez la nation qu'ils administreraient; mais c'était dans un but d'exportation, non de consommation intérieure; et ces deux systèmes, quoique s'accordant pour quelques opérations, sont opposés dans leurs principes. Ainsi, le ministère anglais a voulu faire de l'Angleterre la manufacturière de l'univers; il a voulu que les peuples de l'Europe, ceux de l'Amérique, ceux de l'Inde, devinssent les chalands des marchands anglais; que chaque nouveau progrès dans l'industrie nationale se liât avec l'ouverture d'un nouveau marché au dehors. Mais, au lieu de compter, pour la consommation, sur des échanges entre les produits croissans, il s'est flatté d'exclure successivement des marchés étrangers les producteurs étrangers, à mesure que les Anglais y arriveraient avec des produits ou supérieurs en qualité, ou inférieurs en prix.

Dans ce système, les nations sont en rivalité les unes avec les autres; la prospérité de l'in-

dustrie, chez les unes, cause la ruine de l'industrie chez les autres; et, si toutes l'adoptent en même temps, si toutes destinent chaque année une plus grande masse d'exportations au marché étranger, si toutes, offrant au rabais leurs marchandises, s'efforcent de s'enlever réciproquement leurs chalands, et de vendre plus qu'elles n'achètent, leur compétition, qui encombrera le marché de l'univers, sera nuisible à toutes; ou bien une seule pourra réussir aux dépens des autres, et celle-là profitera seule de la liberté de commerce; les autres, au contraire, devront se mettre en défense contre une industrie qui tue la leur. Aussi, les mêmes ministres qui ont encouragé la production croissante, ont adopté le système prohibitif.

M. Ricardo, au contraire, comme partisan d'une liberté absolue dans les échanges entre les nations, a dû établir que son système, au lieu d'être exclusif, pourrait être suivi par toutes à la fois; que les producteurs, au lieu d'être en rivalité, se servaient réciproquement de chalands les uns aux autres. Aussi, toute sa théorie repose sur le principe fondamental, qu'une nation ne peut vendre qu'autant qu'elle achète, qu'il y a une balance nécessaire entre la production et la consommation, que la dernière s'accroît toujours avec la première, que le commerce étranger ne dérange rien à l'échange qui se fait entre ces deux quan-

tités, qu'il satisfait seulement, par l'introduction sur le marché de valeurs égales, mais plus variées, les goûts variés des consommateurs. Si, par exemple, la production de draps va croissant en Angleterre de cent mille pièces par année, tout ce que fait le commerce étranger, c'est de permettre aux Anglais, au lieu de consommer en nature ces cent mille pièces de plus, d'en consommer la valeur en vins, en épiceries, ou sous toute autre forme que le commerce pourra leur présenter. Aux yeux de MM. Say et Ricardo, en créant des objets à échanger, on crée des échanges, et par conséquent des consommations; et l'égalité des consommations aux productions leur paraît également démontrée, soit que l'on considère le marché de tout l'univers, soit que l'on suppose chaque nation isolée de toutes les autres.

Il est bien essentiel d'avoir ce principe constamment devant les yeux, pour ne pas tirer de fausses conclusions des révolutions survenues de nos jours dans l'état de l'industrie de diverses nations. Les manufactures de tous les pays les plus industriels de l'Europe ont été, il y a quelques années, dans un état de détresse effrayant, parce qu'elles ne trouvaient plus de débit pour leurs produits; aujourd'hui (en 1824), elles s'en sont relevées, et c'est l'agriculture qui souffre universellement, parce qu'elle ne trouve point à vendre ses récoltes; mais le soulagement qu'ont obtenu

les manufactures n'est point une preuve du système de M. Ricardo : lorsque l'agriculture éprouvera un soulagement semblable, la vérité de sa théorie n'en sera pas mieux démontrée. Nous savons qu'un marché nouveau, qu'un marché immense s'est ouvert aux Européens dans l'Amérique espagnole. Or, la question n'est pas pour nous de déterminer si des chances de guerre ou de politique ne peuvent pas donner à une nation de nouveaux consommateurs; il faut prouver qu'elle se les crée à elle-même lorsqu'elle augmente sa production. Il y a, tout au moins, de fortes présomptions pour supposer que l'amélioration de l'état des marchés européens tient aux chances de la politique, et non aux progrès naturels de la richesse. Toutes les grandes demandes sont venues de l'Amérique espagnole, où aucun obstacle n'empêche plus l'introduction des marchandises européennes, où la guerre, allumée dans toutes les provinces, consomme beaucoup et produit peu, où de fortes passions populaires, excitées en même temps, font consacrer les capitaux, au lieu des revenus, à l'achat des armes et des marchandises que fournit l'Angleterre¹.

¹ Nous avons vu ci-devant, liv. iv, chap. iv, p. 368, quels ont été les résultats de cette activité artificielle; comment les Anglais ont fourni eux-mêmes l'argent avec lequel leurs marchandises ont été achetées et consommées par des étrangers, et comment, depuis qu'ils ont cessé de prêter à leurs chalands, ceux-ci ont cessé d'acheter.

Ce n'est point sur la guerre des colonies, sur l'affranchissement de l'Amérique, sur les emprunts de Colombie et du Chili que M. Ricardo comptait pour donner des chalands aux fabricans d'Angleterre; selon lui, ces fabricans créent eux-mêmes leurs acheteurs. Il disait : « Supposons cent laboureurs produisant mille sacs de blé, et cent fabricans en laine, produisant mille aunes d'étoffe; faisons abstraction de tous les autres produits utiles à l'homme, de tous les intermédiaires entre eux, ne voyons qu'eux dans le monde : ils échangent leurs mille aunes contre leurs mille sacs; supposons par les progrès successifs de l'industrie, les pouvoirs productifs du travail accrus d'un dixième; les mêmes hommes échangent onze cents aunes contre onze cents sacs, et chacun d'eux se trouve mieux vêtu et mieux nourri; un nouveau progrès fait échanger douze cents aunes contre douze cents sacs, et ainsi de suite; l'accroissement du produit ne fait jamais qu'augmenter les jouissances de ceux qui produisent. »

A mes yeux, l'abstraction qu'on nous propose de faire dans ce raisonnement est infiniment trop forte : on veut que nous négligions les détails; mais ce n'est pas simplifier, c'est confondre que de soustraire à notre vue toutes les opérations successives dans lesquelles nous pourrions distinguer la vérité d'avec l'erreur.

Reprenons ce même échange que M. Ricardo exprime en si peu de mots , nous serons étonnés de sa complication ; suivons les marchés divers que fait ou fait faire un seul producteur , en admettant , comme M. Ricardo , que du petit au grand les mêmes opérations sont répétées par tous ; séparons les causes d'avec les effets , et , en négligeant nous-mêmes un grand nombre d'intermédiaires , voyons de combien il s'en faut que les producteurs d'une moitié des richesses soient les consommateurs de l'autre.

Pour étudier ce mécanisme social , nous choisirons l'agriculture , comme exemple , et nous ne verrons dans l'agriculture que le labourage , faisant abstraction de ses autres produits ; nous le prendrons dans son enfance , lorsque l'industrie avait encore fait très-peu de progrès , et que les pouvoirs productifs du travail laissaient très-peu de superflu , après l'entretien de l'ouvrier ; c'est l'hypothèse où le calcul présentera le moins de difficulté , et nous forcera à descendre à moins de détails ; mais en même temps , nous prendrons la société dans son organisation actuelle , avec des ouvriers sans propriété , dont le salaire est fixé par la concurrence , et que leur maître peut congédier , dès qu'il n'a plus besoin de leur travail ; car c'est précisément sur cette organisation sociale que porte notre objection. Enfin ,

nous ferons abstraction du numéraire, comme M. Ricardo.

Supposons un agriculteur qui, sur une étendue donnée de terrain, entretienne dix membres de sa famille, domestiques et ouvriers travaillant pour lui, et qui fasse produire annuellement à son domaine cent vingt sacs de blé. Pour ne pas trop compliquer nos comptes, nous faisons abstraction de tout autre produit de son agriculture, ou nous le représentons par du blé. Supposons encore que le salaire qu'il donne à chacun de ces ouvriers équivaille à dix sacs de blé : de ces dix sacs, l'ouvrier en consommera trois en nature par année; il en emploiera sept à se procurer par des échanges les autres produits, ou de l'agriculture ou des manufactures, qui, après le pain, sont nécessaires à la vie; il restera vingt sacs au chef agriculteur. Pour simplifier toujours plus nos comptes, nous le supposons propriétaire en même temps que fermier. Cependant, dix sacs lui sont nécessaires, trois en nature, et sept en nécessités de la vie, pour vivre à l'égal de chacun de ses ouvriers; dix autres sacs lui fourniront, par des échanges, les jouissances que nous appellerons de luxe, celles qu'il ne partage pas avec tout le reste des hommes travaillans.

Récapitulons : le domaine produit cent vingt sacs de blé, d'entre lesquels trente-trois sont mangés sur place par ceux qui le travaillent,

soixante-dix-sept sont échangés contre les nécessités de la vie ; ils sont donc mangés par ceux qui produisent les marchandises qu'achète le pauvre ; dix sont échangés contre des objets de luxe ; ils sont donc mangés par ceux qui produisent les marchandises qu'achète le riche ; car nous appelons riche celui qui, après avoir pourvu à ses besoins, peut destiner une partie de ses revenus à ses jouissances.

A cette époque, une découverte dans les mécaniques, une machine nouvelle inventée pour labourer la terre, ou l'art de dompter les animaux domestiques, et de leur faire exécuter un travail humain, augmente de cinquante pour cent les produits du travail de l'homme. Si nous avons pris pour exemple une famille de laboureurs propriétaires, dont tous les membres eussent des droits à peu près égaux, la découverte profiterait à tous également ; huit heures de travail suffiraient, pour les onze membres de cette famille, à obtenir les fruits qu'ils obtenaient auparavant avec douze ; et s'il ne se présentait pour eux aucune demande ultérieure de travail qui leur fût profitable à tous également, ils se reposeraient quatre heures de plus par jour.

Mais, nous avons supposé la société avec son organisation actuelle : d'une part, un propriétaire qui dirige seul les travaux, qui en recueille seul les fruits, et qui profite seul des découverts

tes ; d'autre part, des manouvriers qui n'ont d'autre propriété que leur aptitude au travail, et d'autre revenu que leur salaire. Chacun des ouvriers de notre agriculteur lui avait produit douze sacs de blé ; chacun, d'après la découverte, en pourra produire dix-huit. Cependant, la quantité de blé que l'agriculteur veut produire est limitée, 1°. par l'étendue de ses champs ; 2°. par la valeur de son capital agricole ; 3°. par la demande du marché auquel il destine le surplus de ses récoltes. Il fait son compte : sept ouvriers, à dix-huit sacs par homme, lui produiront cent vingt-six sacs ; c'est six de plus qu'auparavant ; pour les vendre, il fera, s'il le faut, un léger rabais sur le prix. Il renvoie donc trois de ses ouvriers, et il continue à mener sa ferme avec la même étendue de champs, le même capital, mais avec sept ouvriers seulement, au lieu de dix, auxquels il conserve d'abord les mêmes gages. Faisons notre compte aussi.

Le domaine produit cent vingt-six sacs ; nous avons sept ouvriers et un maître auxquels nous fournissons les nécessités de la vie à raison de dix sacs par homme, total quatre-vingts sacs. Nous avons de plus quarante-six sacs qui restent au maître pour ses jouissances de luxe. Quant au premier lot, vingt-quatre sacs seront mangés en nature sur le domaine, au lieu de trente-trois

qui s'y consumaient auparavant ; cinquante-six sacs , au lieu de soixante-dix-sept , seront échangés contre les nécessités de la vie , et mangés par ceux qui produisent les marchandises qu'achète le pauvre ; quant au second lot , quarante-six sacs , au lieu de dix , doivent être échangés contre ce que nous avons appelé des objets de luxe : ils seront donc mangés par ceux qui travaillent aux manufactures de luxe , mais seulement lorsque ces manufactures nouvelles , qu'il faut créer , existeront. Nous avons donc , avec une augmentation très-légère du produit , une diminution très-notable dans la consommation des deux industries existantes , l'agriculture et la manufacture du pauvre ; nous aurons d'autre part presque quintuplé la demande qui se faisait auparavant à une industrie à peine naissante , la manufacture du riche.

Pour rendre plus sensible ce changement dans la consommation , qui résulte d'un progrès dans l'industrie non déterminé par une plus grande demande de travail , envisageons ce même progrès sous un autre point de vue. Nous avons supposé que dix sacs de blé représentaient le salaire convenable d'un homme , qu'il en mangeait trois , qu'il en échangeait sept , et qu'ainsi une partie considérable de son salaire reparaisait comme salaire des ouvriers qui travaillaient pour lui. La ferme , dans son état primitif , produisant cent

vingt sacs de blé, payait donc leur salaire à dix laboureurs, à leur maître, à un ouvrier de luxe, plus quatre-vingt-quatre sacs que ces douze personnes échangeaient avec ceux qui leur fournissaient tous les autres objets nécessaires à la vie, le blé excepté. Cela suppose encore huit ouvriers deux cinquièmes travaillant pour eux. On conçoit que ceux-ci font à leur tour des échanges des sept dixièmes du blé qu'ils ne mangent pas en nature, que ceux qui travaillent pour eux en font aussi, jusqu'à ce que la totalité du blé se soit distribuée entre quarante personnes, à raison de trois sacs par personne. Sur ces quarante personnes, il n'y en a qu'une qui consomme des objets de luxe; il n'y en a qu'une aussi qui les produise.

L'industrie fait alors le premier pas que nous avons supposé; par une découverte en agriculture, le produit du travail des laboureurs est augmenté de 50 pour 100. Le fermier a congédié trois de ses laboureurs, et a porté sa production à cent vingt-six sacs. Sa ferme paie dès lors un salaire de quatre-vingts sacs, à lui-même et à sept ouvriers laboureurs. Entre eux huit, ils font une demande de travail du pauvre égale à cinquante-six sacs, ou à cinq ouvriers et trois cinquièmes; ces ouvriers en appellent d'autres, jusqu'à ce que la totalité des quatre-vingt sacs, qui représentent le travail nécessaire pour faire

maître toute la récolte, ait donné du pain à vingt-six ouvriers et deux tiers, occupés à créer les nécessités de la vie. En comparant cet état à celui qui précède, il y aura donc treize ouvriers et un tiers en souffrance, ou qui n'auront pas encore reçu leur pain. Il est vrai qu'on espère qu'ils le recevront de la manufacture de luxe. En effet, le propriétaire offre quarante-six sacs à échanger contre les produits de la manufacture de luxe, ou de celle qui doit pourvoir à ses jouissances personnelles; et comme ce travail n'existait pas encore, il doit l'encourager par un plus fort salaire : il offre douze, quatorze, quinze sacs de blé, au lieu de dix, à celui qui lui procure les jouissances que sa nouvelle richesse lui fait désirer ; tout ce que l'ouvrier de luxe perçoit en sus de son salaire nécessaire, il l'emploie à son tour en jouissances de luxe ; le reste revient à la manufacture du pauvre ; mais ce n'est qu'après que la manufacture du luxe a été créée, ce n'est qu'après que les quarante-six sacs échus en partage au maître auront passé par les mains de ces ouvriers de luxe, et que le surplus aura été échangé par eux ; ce n'est qu'alors, dis-je, que le pain sera rendu à tous ceux qui offrent du travail. Lorsque cette distribution sera accomplie, sur quarante-deux personnes qui désormais auront part à cette récolte, trente-sept trois cinquièmes, au lieu de trente-neuf, travailleront à produire

les objets nécessaires à la vie, quatre deux cinquièmes à produire les objets de luxe, et la population sera augmentée de deux personnes ¹.

Nous arrivons donc, comme M. Ricardo, à trouver qu'à la fin de la circulation, si elle n'est nulle part arrêtée, la production aura créé une consommation ; mais, c'est en faisant abstraction du temps et de l'espace, comme feraient les métaphysiciens allemands ; c'est en faisant abstraction de tous les obstacles qui peuvent arrêter cette circulation : et plus nous la regardons de près, plus nous voyons que ces obstacles sont multipliés.

Par le changement supposé, trois ouvriers sont renvoyés de l'agriculture, et le gagne-pain de dix, dans les manufactures, qui était auparavant assuré, se trouve plus ou moins compromis ; il dépend désormais d'un futur contingent, l'établissement d'une manufacture nouvelle.

¹ Nous avons supposé que dix sacs représentaient tous les objets nécessaires aux ouvriers, travaillant avec le degré d'aisance universel dans leur classe à cette époque. Les quarante-six sacs ne nourriront alors que quatre ouvriers de luxe et deux cinquièmes, de quelque manière qu'ils se distribuent. Si leur salaire monte à quinze sacs, le maître n'emploiera lui-même que trois ouvriers de luxe ; mais ces trois-ci en emploieront entre eux un quatrième, et ce quatrième une partie du temps d'un cinquième.

C'est donc de la prompt formation de ces ouvriers de luxe que dépend le rétablissement de l'équilibre. Mais d'abord ils n'existent pas ; il faut les faire naître. Le propriétaire, qui ne gagnait que dix sacs sur sa ferme, était loin de songer à demander le genre de travaux dont il se figure avoir besoin depuis qu'il en gagne quarante-six. Les carrossiers, les fondeurs de glaces, les horlogers, dont il désire les ouvrages, ne sont pas encore nés ; s'il est réduit à les attendre, depuis le moment de leur conception jusqu'à celui où ils pourront gagner leur vie, le procédé paraîtra long aux hommes qui jeûnent, en attendant que ceux-ci sachent travailler. La patience des premiers sera encore mise à une cruelle épreuve, quelque court que nous supposions l'apprentissage des hommes faits qui consentiront à apprendre un nouveau métier.

Voici cependant un autre embarras : pour fonder une nouvelle manufacture, une manufacture de luxe, il faut aussi un nouveau capital ; il faut construire des machines, faire arriver des matières premières, donner de l'activité à un commerce lointain ; car les riches se contentent rarement des jouissances qui naissent sous leurs pas. Où trouverons-nous cependant ce capital nouveau, peut-être beaucoup plus considérable que celui que demande l'agriculture ? L'impulsion a été donnée à toute la machine sociale par

l'invention de la charrue, ou par l'art d'y atteler les animaux ; cette invention n'a fait naître aucun capital nouveau. Nos ouvriers de luxe sont bien loin encore de manger le blé de nos laboureurs, de porter les habits de nos manufactures communes ; ils ne sont pas formés, ils ne sont peut-être pas nés, leurs métiers n'existent pas, les matières sur lesquelles ils doivent travailler ne sont pas arrivées de l'Inde. Tous ceux à qui ils devaient distribuer leur pain l'attendent en vain.

Mais essayons d'une autre supposition. Notre agriculteur propriétaire, au moment où il a fait la découverte qui augmente les pouvoirs productifs du travail, au lieu de renvoyer trois de ses ouvriers, les garde tous les dix. En effet, ces ouvriers qui ne peuvent vivre que de leur travail, ne se résigneront pas à croiser les bras et à mourir de faim. Ils ne savent d'autre métier que le labourage, et tant qu'il leur restera un souffle de vie, ils continueront à offrir le travail de leurs bras au rabais, pour faire du blé, avec les pouvoirs augmentés que leur ont donné les nouvelles découvertes. Cette concurrence fera baisser le salaire de tous les ouvriers de terres : supposons qu'il ne baisse que d'un dixième, et certes ce n'est pas trop, si nous prenons en considération, d'une part, le nombre des journaliers laissés sans ouvrage ; de l'autre la difficulté qu'é-

prouve le maître à augmenter d'un tiers son exploitation ¹.

Dans cette hypothèse nouvelle, la ferme produira cent quatre-vingts sacs, mais les dix ouvriers n'en recevront pour leur part que quatre-vingt-dix, auxquels nous en ajouterons dix, qui représentent la part du maître dans les objets nécessaires à la vie. De ces cent sacs, trente-trois sont consommés en nature sur la ferme, soixante-sept sont échangés avec la manufacture du pauvre. Avant la découverte, celle-ci en consommait soixante-dix-sept. Les salaires s'y trouvent donc réduits dans une proportion plus grande encore qu'ils ne le sont dans l'agriculture; cependant tout le monde vit, tout le monde travaille, et chacun peut attendre l'effet que produiront les quatre-vingts sacs demeurés en partage

¹ On dira peut-être qu'après avoir établi que dix sacs représentent le salaire nécessaire, il est absurde de supposer que les ouvriers se contentent de moins que le nécessaire. Mais nous ne savons point quelle est la quantité requise pour maintenir la vie de l'ouvrier, et ce n'est pas d'elle que nous avons entendu parler. Dans chaque état, plus ou moins prospère de la société, il y a un salaire commun, suffisant pour fournir non-seulement aux besoins, mais encore aux jouissances compatibles avec un travail manuel; c'est ce salaire que, pour abrégé, j'ai nommé nécessaire: on ne saurait dire jusqu'à quel point il peut être réduit, ni jusqu'à quel point la vie de l'ouvrier peut être dépouillée de toute espèce de jouissance.

au propriétaire, et destinés à encourager de nouvelles manufactures de luxe.

Si l'on réussit en effet à créer huit nouveaux ouvriers de luxe, et que ceux-ci, disposant des quatre-vingts sacs qui leur étoient en partage, encouragent à leur tour la manufacture du pauvre; lorsque la circulation sera terminée, la population se trouvera augmentée d'un tiers, et soixante personnes, au lieu de quarante, devront manger le blé de la ferme supposée; mais c'est bien dans cette seconde hypothèse que nous faisons abstraction du temps et de l'espace.

Il faut faire abstraction de l'espace : l'invention nouvelle a rendu sept hommes suffisans pour cultiver l'espace de terrain qui en occupait dix auparavant. Pour ne pas congédier ces trois hommes, pour ne pas les condamner à mourir de faim, il faut supposer qu'il existe un nouvel espace cultivable, de nouvelles terres à défricher, ce qui ne saurait être vrai, d'une manière absolue, de tous les pays et de tous les temps. D'ailleurs, il ne suffit pas que la terre à cultiver existe, il faut encore qu'elle soit en de telles mains, qu'aussitôt qu'on offre à ses propriétaires un profit, ils se déterminent à la mettre en culture. Qu'on examine cependant comment les terres incultes de l'Europe sont liées de manière à les soustraire aux demandes de ceux qui offrent de les mettre en valeur par leur travail. Ici ce

sont des communaux inaliénables; là, des terres substituées à des gens qui n'ont ni capitaux, ni moyen de donner des garanties à ceux qui leur en prêteraient; ailleurs, la vanité est intéressée à maintenir tout dans l'état ancien. Les droits de la couronne, de l'Église, de la noblesse, du peuple, sont opposés tour à tour à cette action du marché, sur laquelle ont compté les économistes, et dont la puissance leur a paru irrésistible. Il est en effet plus facile aux Anglais d'aller défricher les déserts du Canada ou ceux de la Cafrerie, que les communaux du voisinage de Londres.

Il faut faire abstraction du temps, lorsqu'on suppose que l'agriculteur qui, par une découverte de mécanique ou d'industrie rurale, trouve moyen d'augmenter d'un tiers les pouvoirs productifs de ses ouvriers, trouvera aussi un capital suffisant pour augmenter d'un tiers son exploitation, pour accroître d'un tiers ses instrumens d'agriculture, ses équipages, son bétail, ses greniers, et le capital circulant qui doit lui servir à attendre ses rentrées.

Il faut faire abstraction du temps, lorsqu'on suppose des ouvriers de luxe, et un capital prêt à fonder des manufactures de luxe, suffisans pour consommer les quatre-vingts sacs qui leur sont destinés cette année, au lieu de dix qu'on leur destinait l'année précédente. Il faut faire abstrac-

tion du temps, lorsqu'on suppose soixante personnes prêtes à manger le blé que produira cette nouvelle récolte, tandis qu'on n'en avait que quarante pour manger le blé de la récolte précédente.

Ainsi, lorsqu'une découverte dans les pouvoirs productifs du travail est appliquée à l'agriculture sans avoir été provoquée par une demande antérieure de travail, lorsque, de plus, la société est organisée de telle sorte, qu'un seul étant propriétaire et tous les autres offrant pour vivre leur travail à l'enchère, un seul profite de la découverte que lui a suggérée le progrès des sciences; les capitaux, les matériaux, les hommes, l'industrie, manquent pour mettre en équilibre tout le reste de la société avec le pas trop rapide que fait l'agriculture.

Nos raisonnemens seraient applicables à toute autre espèce d'industrie, aussi-bien qu'à celle qui produit le blé; mais, si nous avons lieu de craindre que, même pour celle-ci, nos calculs n'aient paru en même temps et trop fatigans et trop hypothétiques, nous aurions dû nous attendre à rebuter encore davantage nos lecteurs, si nous avions pris notre exemple dans une manufacture, parce que la consommation que fait le manufacturier de ses propres produits est beaucoup moins considérable que celle que fait l'agriculteur. Qu'on se figure cependant qu'une

découverte qui épargne un tiers de la main-d'œuvre est introduite successivement dans toutes les manufactures qui produisent toutes les parties des vêtemens, des ustensiles, des ameublemens du pauvre; partout ce sera le chef manufacturier qui en profitera; partout, s'il renvoie trois ouvriers sur dix, il produira une fraction de plus avec un peu moins de monde; partout il diminuera de trois dixièmes la consommation que ses propres ouvriers faisaient de ses propres articles, et il diminuera dans la même proportion la consommation qu'en faisaient ceux qui travaillaient pour ses ouvriers. En sorte que chaque découverte, dans de telles circonstances, diminue la demande aux ateliers déjà existans, et en crée une, en compensation, qui s'adresse à des ateliers qui n'existent point encore. Chaque découverte fait dépendre le maintien d'une partie de la manufacture du pauvre, de la création d'une manufacture de luxe; et cependant, on ne peut créer une manufacture de luxe sans capitaux, sans ouvriers, sans une perte de temps que ceux dont on suspend le gagne-pain ne peuvent supporter ¹.

¹ Le chapelier, avec ses dix ouvriers, fabrique au moins douze cents chapeaux par année; lui-même, avec ses ouvriers n'en consomme que onze, et sa circulation n'est accomplie que lorsqu'il a couvert douze cents têtes; cependant, si nous le supposons dans toutes les mêmes

J'entends déjà qu'on se récrie que je me refuse au perfectionnement de l'agriculture, au perfectionnement des arts, à tous les progrès que l'homme peut faire; que je préfère sans doute la barbarie à la civilisation, puisque la charrue est une machine, que la bêche est une machine plus ancienne encore; et que, selon mon système, il aurait fallu sans doute que l'homme labourât la terre avec ses seules mains.

Je n'ai jamais rien dit de semblable, et je demande la permission de protester, une fois pour toutes, contre toute conséquence qu'on suppose à mon système et que je n'ai point tirée moi-même. Je n'ai été compris ni de ceux qui m'attaquent ni de ceux qui me défendent, et j'ai plus d'une fois eu à rougir de mes alliés

circonstances que l'agriculteur, nous le verrons d'abord consacrant onze cents chapeaux et couvrant onze cents têtes, pour procurer le salaire nécessaire à lui-même et à ses dix ouvriers, et échangeant cent chapeaux contre des objets de luxe à son usage. Tandis qu'après la découverte qui augmentera d'un tiers sa puissance productive, sa manufacture ne consommera plus que huit de ses chapeaux; l'échange direct de ses chapeaux avec la manufacture du pauvre et l'agriculture n'en emploiera plus que sept cent quatre-vingt-douze, mais il en offrira quatre cent soixante à la manufacture de luxe, il lui faudra soixante têtes nouvelles pour porter ses chapeaux, et il y aura cependant trois cents pauvres qui devront se passer de chapeaux, jusqu'à ce que la manufacture de luxe, qu'encourage le chapelier enrichi, soit en pleine activité.

comme de mes adversaires. On m'a représenté comme étant, en économie politique, ennemi des progrès de la société, partisan d'institutions barbares et oppressives. Non, je ne veux point de ce qui a été, mais je veux quelque chose de mieux que ce qui est. Je ne puis juger ce qui est qu'en le comparant avec le passé, et je suis loin de vouloir relever d'anciennes ruines, quand je démontre par elles les besoins éternels de la société.

Je prie qu'on y fasse attention ; ce n'est point contre les machines, ce n'est point contre les découvertes, ce n'est point contre la civilisation que portent mes objections, c'est contre l'organisation moderne de la société, organisation qui, en dépouillant l'homme qui travaille de toute autre propriété que celle de ses bras, ne lui donne aucune garantie contre une concurrence, contre une folle-enchère dirigée à son préjudice, et dont il doit nécessairement être victime. Supposez tous les hommes partageant également entre eux le produit du travail auquel ils auront concouru, et toute découverte dans les arts sera alors, dans tous les cas possibles, un bienfait pour eux tous ; car, après chaque progrès de l'industrie, ils pourront toujours choisir, ou d'avoir avec moins de travail un plus long repos, ou d'avoir avec le même travail plus de jouissances. Aujourd'hui, ce n'est pas la découverte

qui est un mal ; c'est le partage injuste que l'homme fait de ses fruits.

Nous sommes, et l'on ne l'a point assez remarqué, dans une condition tout-à-fait nouvelle de la société, sur laquelle nous n'avons point encore d'expérience. Nous tendons à séparer complètement toute espèce de propriété d'avec toute espèce de travail, à rompre toute clientèle entre le journalier et le maître, à ôter au premier toute espèce d'association dans les profits du second. Cette organisation sociale est tellement nouvelle qu'elle n'est pas même à moitié établie, qu'il n'y a que les pays les plus industriels, les plus riches, les plus avancés dans un système que nous essayons à peine, où le travail de l'agriculture, aussi bien que celui des manufactures, soient faits par des ouvriers qu'on peut renvoyer à la fin de chaque semaine ; c'est là que nous tendons ; c'est là où je signale un danger, et non dans les découvertes des sciences.

Nos yeux se sont tellement faits à cette organisation nouvelle de la société, à cette concurrence universelle qui dégénère en hostilité entre la classe riche et la classe travaillante, que nous ne concevons plus aucun autre mode d'existence, même ceux dont les débris nous entourent de toutes parts. On croit même répondre par l'absurde, en m'opposant les vices des systèmes précédens. Deux ou trois systèmes se sont succé-

dés en effet, quant à l'organisation des classes inférieures de la société; mais, parce qu'ils ne sont pas regrettables, parce qu'après avoir fait d'abord un peu de bien, ils firent peser ensuite d'effroyables calamités sur l'espèce humaine, en peut-on conclure que nous soyons entrés aujourd'hui dans le vrai? que nous ne découvrirons pas le vice fondamental du système des journaliers, comme nous avons découvert celui de l'esclavage, du vasselage, des corps de métiers. Lorsque ces trois systèmes étaient en vigueur, on ne concevait pas, de même, ce qui pourrait venir ensuite : la correction de l'ordre existant aurait paru, de même, ou impossible, ou absurde. Le temps viendra sans doute où nos neveux ne nous jugeront pas moins barbares pour avoir laissé les classes travaillantes sans garantie, qu'ils jugeront, et que nous jugeons nous-mêmes barbares, les nations qui ont réduit ces mêmes classes en esclavage.

Chacun de ces systèmes avait paru, à son tour, être une invention heureuse, être un progrès vers la civilisation. L'esclavage lui-même, tout odieux que soit son souvenir, succédant à un état sauvage de guerre universelle, où l'homme, sans cesse sous les armes, n'avait point de temps de reste pour donner au travail, point de garantie pour les fruits que le travail lui avait procurés; l'esclavage, succédant au massacre des prisonniers, fut

un progrès dans la société : il permit l'accumulation des richesses, il devint, chez les Grecs et les Romains, la base d'une civilisation presque égale à la nôtre. Tant que les maîtres demeurèrent pauvres, tant qu'ils travaillèrent et mangèrent avec leurs esclaves, la condition de ceux-ci fut supportable et la population s'accrut. Les progrès mêmes du système, la richesse des maîtres, leur luxe, leur ignorance de tous les travaux, leur mépris pour cette partie de la population qui les faisait vivre de ses sueurs, leur dureté, leur avarice qui retranchait sans cesse quelque chose à la subsistance de ce bétail humain, semèrent enfin la mortalité dans la classe travaillante. Ils la firent disparaître à l'époque de la plus grande splendeur de l'empire romain, lorsque les économistes, s'il y en avait, applaudissaient peut-être aux progrès constans de l'opulence.

Le chancre rongeur de l'antiquité fut l'esclavage. Ce fut l'état d'oppression et de misère où les esclaves avaient été réduits, qui anéantit la population de l'empire romain, et qui le livra aux barbares : ceux-ci, au bout de quelques siècles, inventèrent un système plus généreux : ils substituèrent des rapports de protection et de clientèle entre le seigneur et son homme, au fouet qui avait été long-temps la discipline des esclaves.

La féodalité eut son temps brillant et prospère,

celui où le vassal armé combattit à côté de son seigneur. Lorsque le seigneur, devenu riche, ne songea qu'à acquérir toujours plus de richesses et à étaler toujours plus de luxe, il appesantit de nouveau son joug sur le pauvre, et le système féodal devint intolérable.

Les peuples conquièrent alors le système de liberté où nous sommes entrés ; mais, au moment où ils brisèrent le joug qu'ils avaient long-temps porté, les hommes de peine ne se trouvèrent point dépouillés de toute propriété. Dans les campagnes, comme métayers ; comme censitaires, comme fermiers, ils se trouvèrent associés à la propriété du sol. Dans les villes, comme membres des corporations, des métiers, qu'ils avaient formés pour leur défense mutuelle, ils se trouvèrent associés à la propriété de leur industrie. C'est de nos jours, c'est dans ce moment même que le progrès de la richesse et la concurrence, rompent toutes ces associations. La révolution n'est pas même à moitié accomplie. Mais le fermier, devenu riche, cesse de travailler de ses mains ; il se sépare du journalier, et il traite avec lui au rabais. Le chef d'atelier, devenu riche, au lieu de travailler sur le même banc avec un compagnon et un apprenti, renonce au travail manuel, rassemble des milliers d'ouvriers dans sa manufacture, et traite avec eux au rabais. Certes, notre expérience est bien récente dans

cet ordre social qui met en lutte tous ceux qui possèdent avec tous ceux qui travaillent ; car cet ordre social ne fait que commencer.

L'espèce d'encombrement des produits de l'industrie humaine que j'ai cherché à expliquer, pouvait à peine se présenter dans les périodes précédentes de la société. Dans l'état de barbarie, lorsque chaque homme ne travaillait que pour lui-même, chaque homme aussi connaissait ses besoins, et il n'était pas à craindre qu'il s'imposât une inutile fatigue pour créer des biens qu'il ne désirait pas. Dans le système de l'esclavage, qui lui succéda, et qui admit le développement d'une assez grande civilisation, le maître ne demandait de même à son esclave que les produits industriels dont il avait d'avance déterminé l'usage. Sa demande avait précédé et alimenté le travail, sa consommation le suivait immédiatement ; l'encombrement ne devint possible que lorsque le maître d'esclaves se fit manufacturier et marchand, comme l'est aujourd'hui le planteur de la Jamaïque. Dans le système féodal, le seigneur demandait à ses vassaux bien plus de services et de combats que de travaux lucratifs : l'industrie, loin d'être excitée, était fortement découragée, et ce n'était pas d'encombrement qu'on était menacé. Dans le système d'association, tous les progrès de l'art, profitant à celui même qui l'exerçait, chacun proportionnait ses efforts au

marché qu'il devait approvisionner ; le cultivateur aimait mieux encore se reposer que de produire du blé qu'il ne pouvait pas vendre , et l'on a souvent reproché aux corporations des villes de n'avoir jamais eu d'autre politique que de restreindre le produit, pour demeurer maîtresses du marché, et de tendre toujours à faire moins de travail qu'on ne leur en demandait, pour le mieux vendre. L'état où nous entrons aujourd'hui est complètement nouveau ; la population travaillante est libre ; mais aucune garantie n'a été donnée à sa subsistance : elle doit vivre de son travail ; mais elle ne voit point, elle ne connaît point celui qui consommera les produits de ce travail ; elle n'a aucun moyen de mesurer ses efforts avec la récompense qu'elle en peut attendre. Lorsque le sort de tant de millions d'hommes repose sur une théorie qu'aucune expérience n'a encore justifiée, il est juste de la considérer avec quelque défiance.

Au reste, qu'on ne croie point que l'antiquité n'avait jamais réfléchi sur la difficulté qui nous occupe, qu'elle n'en avait jamais cherché, jamais trouvé la solution. Si la question fondamentale de l'économie politique est, comme je le crois, la balance de la consommation avec la production ; si c'est une conséquence nécessaire du progrès des arts, de l'industrie et de la civilisation, que chaque homme qui travaille produise plus

que la valeur de ce qu'il consomme, et que, par conséquent, les producteurs seuls ne puissent pas suffire à tout consommer, il faut que, pour chaque accroissement dans les pouvoirs productifs du travail, il y ait un accroissement correspondant dans la consommation d'une classe d'hommes qui ne produisent rien, ou dont les produits ne sont point vénaux. C'est la conclusion à laquelle M. Malthus est arrivé dans son dernier ouvrage d'économie politique; et il y a trouvé un motif d'affirmer que les prodigalités mêmes du gouvernement avaient quelquefois servi la richesse publique, en créant une classe d'oisifs et de consommateurs, sans laquelle la production aurait été bientôt arrêtée par l'encombrement des marchés.

Il me semble que les anciens étaient arrivés beaucoup plus loin que nous dans ces considérations sur la marche générale de la société. Nous n'attribuerons pas plus à leur politique les prodigalités du gouvernement d'Athènes, que celles du gouvernement anglais aux derniers principes de M. Malthus; mais ils avaient reconnu que, pour maintenir cet équilibre essentiel aux sociétés, entre la production et la consommation, trois moyens se présentaient : le premier, d'employer le surplus des productions vénales à nourrir des ouvriers dont le travail ne se vendait pas, et à élever des monumens publics, ou civils ou

religieux ; le second , d'encourager le luxe des riches ; pour qu'ils consommassent le travail des pauvres ; le troisième , de donner à toute la masse des citoyens une occupation d'esprit , une occupation patriotique , pour remplir les heures que les progrès de l'industrie leur permettaient d'épargner sur le travail.

Le premier moyen , qui fut plus ou moins mis en usage par tous les états de l'antiquité , ne se voit nulle part mieux développé que dans l'organisation de l'Égypte. Cette contrée était couverte d'une population agricole dont le nombre étonne l'imagination ; et comme elle réunissait les avantages d'un soleil fécondant , d'un sol fertile ; et de l'abondance des eaux , elle tirait de la terre une quantité de nourriture infiniment supérieure à ce qu'elle pouvait consommer. Les Égyptiens avaient une aversion , ou politique , ou religieuse , pour la navigation. Ils cherchaient donc à se suffire à eux-mêmes ; ils avaient très-peu de commerce avec les étrangers ; ils n'exportaient ni leurs blés , ni les produits de leurs manufactures , et celles-ci ne parvinrent jamais à un très-grand lustre. La forme de leur gouvernement n'admettait que peu de grands seigneurs qui consommassent , dans le luxe , ce que leurs semblables avaient produit par leurs sueurs ; et en effet , entre les ruines de tant de temples qui couvrent l'Égypte , il ne

reste pas de palais. Il y avait, il est vrai, une classe nombreuse de prêtres tout-puissans ; mais leur religion leur imposait un ascétisme qui excluait le luxe ; leur consommation personnelle était de peu de chose supérieure à celle des ouvriers. Ces prêtres cherchèrent les moyens de conserver la masse des Égyptiens dans l'habitude d'un travail constant, et d'une abstinence égale à leur industrie. Ils les voulaient toujours ignorans, toujours soumis ; ils voulaient que le loisir ne leur permit point de développer les facultés de leur esprit, au lieu de celles de leur corps ; et ils leur donnèrent la tâche gigantesque de loger dans leurs temples toutes les divinités de l'Olympe. Des monumens, tels que le monde n'en verra plus de semblables, couvrirent la Haute-Egypte ; leurs proportions sont si colossales, qu'on se refuse presque à croire que les forces humaines aient suffi pour les élever ; et leur fini est si délicat, que l'éternité semble avoir appartenu à ceux qui prodiguaient ainsi leur temps pour les accomplir par le travail de générations successives. Les catacombes, les souterrains des montagnes qui bordent la vallée du Nil, ne recèlent pas moins de prodiges ; l'immensité de ces travaux confond nos sens et notre raison. Il a fallu le travail constant de plusieurs millions d'ouvriers, pendant plusieurs centaines d'années, pour créer ce

monde d'enchantemens. Sans doute ; mais il fallait ces millions d'hommes pour manger le blé des guérets de l'Égypte. Il fallait un peuple tout entier de maçons et de tailleurs de pierres pour consommer ce que les industriels habitans de la vallée du Nil ne cessaient de produire.

L'antique Indoustan recèle aussi des monumens qui égalent presque ceux de l'Égypte en étendue et en perfection. Là aussi la religion commandait un travail inutile , mais colossal , parce que l'organisation sociale avait multiplié les producteurs , et avait presque fait disparaître ceux qui consomment sans rien faire. Les Étrusques , et tous les peuples chez qui les corporations de prêtres exercèrent un grand pouvoir, adoptèrent plus ou moins la même politique. On retrouve à Rome des monumens antérieurs aux premières époques historiques , dont on ne peut guère expliquer la construction , long-temps avant le commencement de l'opulence romaine , que par le pouvoir qu'exercèrent les collèges de prêtres sur les anciens habitans de la contrée. Par cette politique , la totalité de la population pouvait travailler sans encombrer le marché ; les mœurs se conservaient pures , les corps robustes , l'égalité n'était point troublée , chacun participait pour une portion égale à la jouissance de monumens publics élevés par le travail combiné de la nation.

Mais, d'autre part, le travail constant de tous arrêtait tous les développemens de l'esprit ; aussi, la nation se trouvait abandonnée sans défense à la caste ambitieuse des prêtres, qui avait entrepris de la gouverner.

Le second système de l'antiquité fut à peu près le nôtre : à Sybaris, à Corinthe, à Syracuse, à Tyr, à Carthage, et plus tard à Rome, lorsque cette capitale du monde penchait déjà vers sa décadence, on abandonna le commerce et les manufactures à leur cours naturel ; l'excès de la production sur la consommation des producteurs fut immense ; il nourrit d'abord un grand commerce d'exportation ; mais bientôt après il forma une classe de riches luxurieux, dont la seule affaire fut de varier sans cesse leurs jouissances : ces riches vécutent pour se reposer, pour consommer, pour jouir, de même que le reste de leurs concitoyens vivait pour travailler. Comme le travail était accompli presque en entier par des mains serviles, il n'y avait pas lieu à la lutte que nous voyons s'établir de nos jours, pour obtenir au rabais le travail des artisans ; et à supposer que dans quelques métiers le marché se trouvât encombré, les souffrances qui purent en résulter pour les esclaves fixèrent peu les regards des contemporains, et n'ont point laissé de traces dans l'histoire.

Mais les législateurs de l'antiquité, qui avaient

comparé un bien plus grand nombre d'états libres que nous, qui avaient médité bien plus longtemps sur l'idée que le gouvernement n'est institué que pour le bonheur des peuples qui lui sont soumis, pour le bonheur de tous, non pour celui d'une seule classe, réprochèrent complètement le système des Sybarites. Il leur paraissait subversif de l'égalité républicaine, d'établir que les uns travaillaient pour que les autres jouissent. Ils trouvaient que l'excès de la bassesse et de la servilité s'attachait toujours à l'excès de l'opulence; que les âmes s'énermaient dans la mollesse; que le tourbillon des plaisirs était aussi contraire au développement de l'esprit que pouvait l'être la fatigue constante des travaux manuels. Ils estimèrent que s'ils faisaient jouir tous les citoyens de la portion de repos acquise par le progrès de l'industrie, ils ennobliraient leur caractère; que s'ils en livraient un petit nombre à une complète oisiveté, ils les condamneraient en même temps au culte de la volupté. Ils s'accordèrent donc, avec tous les philosophes et les moralistes, avec tous les hommes religieux, et en particulier avec tous les pères de l'Eglise chrétienne, à proscrire le luxe, comme amenant nécessairement la ruine des mœurs et la perte des états. Il est assez étrange que le sentiment unanime des hommes dont nous respectons le plus les décisions sous tous les autres rapports, n'exerce plus aujour-

d'hui, même une légère influence, sur nos opinions en cette matière.

Sur ce principe fut fondé le troisième système, adopté par Athènes aussi-bien que par Sparte, par Rome dans sa vigueur, et par toutes les républiques les plus illustres de l'antiquité. Pour que ceux qui n'ont d'autre revenu que le travail trouvassent une demande suffisante de travail, la république occupa elle-même presque constamment ses citoyens, et les empêcha ainsi d'offrir à leur tour leur travail à vendre. Les législateurs de l'antiquité, loin d'encourager comme les nôtres l'accumulation des fortunes et le luxe, veillaient sans cesse à faire partager également les héritages entre les enfans, à maintenir une sorte d'égalité entre les patrimoines, surtout à réprimer toutes les habitudes de mollesse ou de pompe, à ôter aux citoyens le désir et l'occasion de faire une trop grande consommation, à mettre en honneur la sobriété, la simplicité et l'abstinence. Ils voulurent que, comme chacun avait sa part dans l'activité du corps, chacun eût aussi sa part dans l'activité de l'esprit, et chacun sa part dans les jouissances. Pour maintenir ce partage égal, ils détournèrent les citoyens des occupations manuelles, et ne leur laissèrent consacrer qu'une petite partie de leur temps à l'agriculture, ou à la direction des arts et métiers; ils les appelèrent à la place publique pour

délibérer, aux tribunaux pour juger, à l'académie, au portique, pour aiguiser leur esprit et élever leur âme par de nobles enseignemens; au théâtre, pour former leur goût et leur inspirer l'élégance attique; aux temples, pour charmer leur imagination, et leur faire unir les espérances de l'avenir aux jouissances de la vie.

L'application des mécaniques aux arts et à l'industrie diminua progressivement la quantité de travail nécessaire pour soutenir la vie humaine, mais ce ne fut point une raison pour que l'ordre social élevât un individu chargé de se reposer, de consommer, de jouir pour deux, pour quatre, pour dix, pour cent, pour mille; un individu qui gardât pour lui la totalité du profit, qui travaillât même à réduire la part de l'ouvrier, à mesure que le produit augmentait: l'économie faite sur le travail de tous profitait à tous; le citoyen d'Athènes se contentait, malgré ces progrès de l'industrie, pour manteau de l'étoffe la plus grossière, pour nourriture de pain et de figes sèches. Mais certes, l'absence de tout luxe n'avait pas détruit l'élégance de son esprit ou la finesse de son goût. En proscrivant les jouissances, comme législateur, il n'avait pas perdu l'activité et le ressort de son caractère comme homme privé; et lorsque l'Athénien avait besoin de richesses, non pas pour lui, mais pour la patrie, le sol stérile de l'Attique suffisait aux

armemens de cette république, qui fit trembler l'Asie-Mineure et la Sicile; il suffisait à l'équipement de ces colonies qui répandirent sur les rivages les plus éloignés les principes de la vraie civilisation. Le seul luxe d'Athènes, c'étaient les hommes que la république produisait : heureux le pays qui pourra en produire de semblables ! Heureux le monde entier, si la Grèce qui s'affranchit fait bientôt revivre d'aussi nobles modèles ?

On jugera peut-être que nous nous sommes bien éloignés de la question discutée entre M. Ricardo et nous, et qu'il aurait mieux valu indiquer ce qui nous restait à faire, que ce qu'avait fait l'antiquité. Mais, ce qui reste à faire est une question d'une difficulté infinie, que nous n'avons nullement l'intention de traiter aujourd'hui. Nous voudrions pouvoir convaincre les économistes, aussi pleinement que nous sommes nous-mêmes convaincus, que leur science suit désormais une fausse route. Mais nous n'avons point assez de confiance en nous pour leur indiquer quelle serait la véritable; c'est un des plus grands efforts que nous puissions obtenir de notre esprit, que de concevoir l'organisation actuelle de la société. Quel serait cependant l'homme assez fort pour concevoir une organisation qui n'existe pas encore, pour voir l'avenir comme nous avons déjà tant de peine à voir le présent ? Toutefois, si tous

les esprits éclairés s'accordent enfin à chercher quelle est la garantie que la société doit aux classes chargées de la nourrir, ce qu'un seul ne pourrait faire, peut-être la réunion des lumières de tous pourra l'accomplir.

Achevons donc l'analyse du système dans lequel nous sommes entrés, avant de songer à celui qui devra le remplacer; étudions sa marche, jugeons-le, sans nous laisser distraire par la comparaison avec une théorie toute idéale. Si je présentais ici ce que je jugerais un remède pour les maux actuels de la société, la critique abandonnerait l'examen ou l'appréciation de ces maux pour ne plus apprécier que mon remède, probablement pour le condamner, et la question de la balance des consommations avec les productions ne serait nullement jugée.

Je me permettrai seulement d'annoncer, qu'à supposer que j'eusse porté dans les esprits une conviction assez complète, pour pouvoir obtenir dans la législation tous les changemens que je désirerais, encôre je n'aurais nullement la pensée, ou de gêner les progrès de la production, ou de retarder l'application des sciences aux arts et l'invention des machines. Je chercherais seulement les moyens d'assurer les fruits du travail à ceux qui font le travail, de faire profiter la machine à celui qui met la machine en œuvre. Si j'obtenais enfin ce résultat, je me reposerais

ensuite sur l'intérêt des producteurs pour ne pas faire un ouvrage qui ne leur serait pas demandé. Tant que le producteur peut être considéré comme une seule personne, et qu'il est mû par un seul intérêt, il est toujours dirigé par cette maxime proverbiale, qu'il vaut mieux se reposer que de travailler pour rien. Ainsi, toutes les facilités qui lui seront données pour son travail ne le détermineront jamais à produire plus qu'on ne lui demande; il se reposera, il jouira, quand il aura fait son ouvrage, soit qu'il l'accomplisse en douze heures ou en deux. C'est, au contraire, l'opposition d'intérêt entre les producteurs qui concourent au même ouvrage, entre les maîtres et les manouvriers, qui cause seule l'encombrement des marchés; la balance entre eux distrait de l'autre balance plus importante entre les producteurs et les consommateurs. Les maîtres sont déterminés à entreprendre un ouvrage, non point parce que les consommateurs le leur demandent, mais parce que les ouvriers leur offrent de le faire au rabais.

La tâche d'associer de nouveau les intérêts de ceux qui concourent à la même production, au lieu de les mettre en opposition, appartient au législateur : elle est difficile sans doute; mais je ne crois point qu'elle le soit autant qu'on pourrait le supposer. On aurait beaucoup fait déjà, si l'on empêchait la législation d'agir dans une

direction diamétralement opposée à cet intérêt social. Si l'on supprimait toutes les lois qui contrarient la division des héritages, et qui, favorisant la formation ou la conservation des grandes fortunes, empêchent que le capital ou la propriété de la terre se trouvent distribués en petites parties à ceux qui exercent le travail manuel; si l'on supprimait toutes les lois qui protègent les coalitions des maîtres contre les ouvriers; toutes celles qui ôtent aux ouvriers leurs moyens naturels de résistance ¹; l'examen des unes et des autres, l'examen de celles qui pourraient obliger le maître à garantir la subsistance de l'ouvrier qu'il emploie, serait long, difficile, et nous n'y entrerons point aujourd'hui. Il nous suffit d'avoir indiqué que c'est là que nous chercherions un remède aux maux dont la société souffre et à ceux dont elle est menacée.

¹ Au moment même où ceci s'imprimait, en 1824, on lisait dans les journaux qu'à Macclesfield, les ouvriers en soie travaillaient seulement onze heures par jour; et lorsqu'ils trouvaient à travailler douze heures, l'heure de surplus leur était payée. Le samedi 3 avril, les manufacturiers prirent la résolution de faire travailler, à dater du lundi, douze heures par jour, sans payer plus que la journée ordinaire. Les ouvriers ont résisté, on a proclamé contre eux la loi martiale. Quel était cependant le motif des maîtres? la baisse des prix. Parce qu'ils avaient déjà trop de marchandises, ils en ont demandé davantage à meilleur marché.

En attendant l'époque, peut-être bien éloignée, où la réunion des vœux des économistes pourra indiquer à l'autorité souveraine un changement dans le système des lois, il nous semble que la discussion dans laquelle nous venons d'entrer peut avoir dès aujourd'hui quelques résultats pratiques. Nous croyons que, dans la société humaine, la demande croissante de travail est le résultat constant, régulier, annuel des progrès de l'homme. Cette demande est, à son tour, la cause bienfaisante de tous les développemens de l'industrie, de tous les perfectionnemens des arts. Lorsqu'il y aura demande d'un travail nouveau, c'est-à-dire moyen nouveau de le payer, et besoin nouveau de le consommer, tous les progrès que fera la société pour satisfaire cette demande seront avantageux à tous. D'une part, il y aura appel à un accroissement de la population; il y aura plus de mariages, plus d'enfans sauvés dans leur jeune âge, plus d'activité dans leur apprentissage, plus de main-d'œuvre employée par ceux qui sont déjà grands. Tous ces résultats ne s'obtiennent cependant que successivement, dans un espace de temps assez long, de manière à ne point troubler l'équilibre, à ne point causer d'encombrement, et à ce que la population nouvelle, qui, dans le cours de dix, quinze et vingt ans, entrera dans la vie active, y arrive, non pour faire les

travaux demandés aujourd'hui, mais pour servir ceux que les travaux d'aujourd'hui enrichiront dans la suite.

D'autre part, il y aura un appel à l'accroissement des pouvoirs mécaniques de l'homme. Le travail demandé aujourd'hui ne saurait être accompli que par les hommes existant aujourd'hui; il faut donc, ou qu'ils consacrent plus d'heures chaque jour à leur ouvrage, ou qu'ils s'aident de tous les moyens que la science leur donne pour faire plus qu'ils ne faisaient auparavant : chaque accroissement dans leurs pouvoirs productifs, pourvu qu'ils ne dépassent pas la mesure de ce que ceux qui ont demandé le travail peuvent payer et consommer, chaque accroissement, dis-je, créera une richesse nouvelle, qui, à son tour, excitera une nouvelle demande. Le salaire de ces ouvriers, plus habiles ou plus productifs, sera élevé, leurs jouissances croîtront avec leur revenu; ils demanderont à leur tour qu'un plus grand nombre d'ouvriers travaillent pour eux, ou que les mêmes fassent plus d'ouvrage; car ils auront moyen de payer cette augmentation. La même somme qui a demandé et servi à payer un nouveau travail, reparaitra dans une suite de marchés, pour activer tous les anciens travaux. Malgré le progrès des mécaniques, les hommes existans ne suffiront pas à faire tout ce qui leur sera demandé; les êtres nouveaux qui ont reçu

la vie à cette époque, trouveront en grandissant des métiers qui les attendent ; la population s'accroîtra , et l'agriculture devra s'accroître aussi pour la nourrir.

Tous les mouvemens de la société s'enchaînent ; ils résultent tous les uns des autres, comme les mouvemens divers des roues d'une montre ; mais, comme dans une montre aussi, il faut, pour cet enchaînement de mouvemens, que la force motrice agisse là où elle doit agir ; si, au lieu d'attendre l'impulsion qui doit venir de la demande du travail, on pense la donner par la production anticipée, on fait à peu près ce qu'on ferait dans une montre, si, au lieu de remonter la roue qui porte la chaînette, on en faisait reculer une autre ; on casserait alors, on arrêterait toute la machine.

Cependant, la société participe à cette force vitale inhérente à l'homme, qui la fait triompher des dérangemens partiels, et réparer d'elle-même le mal qu'elle éprouve. Lorsque, dans une branche quelconque d'industrie, les produits ont dépassé les demandes, et que le marché est encombré, les ouvriers s'efforcent de changer de métier, de changer de pays, de s'accommoder enfin à leur situation nouvelle, et ils y réussissent presque toujours dans un temps plus ou moins long, pourvu que l'on ne précipite pas la révolution qui s'est opérée dans les intérêts mercantiles.

Dans une crise semblable , les préjugés qui s'opposent à l'adoption d'une invention nouvelle, les difficultés de communication ou d'imitation, les obstacles de tout genre qui semblent ralentir le progrès de la science appliquée aux arts, sont tous avantageux à l'humanité : ils donnent du temps, ils permettent à la force vitale d'agir, ils laissent à ceux qui ont été frappés, le loisir de se relever de leurs chutes, de se guérir de leurs blessures. Ces préjugés, qui dans des occasions nombreuses sont peut-être la plus sûre garantie de la société, opposent en général à l'intérêt individuel un obstacle suffisant pour que l'équilibre se rétablisse. Il arrive souvent sans doute qu'un entrepreneur de manufactures ayant ou inventé une application utile des sciences, ou découvert une pratique avantageuse des étrangers, fonde une industrie nouvelle, et crée des produits qui ne lui sont pas demandés. Il se repose alors sur l'espérance qu'il enlèvera leurs chalands à quelqu'une des anciennes manufactures, *qu'il gâtera le métier*; car le mot est technique, mais qu'il le gâtera pour les autres, et à son profit. Il y a en général une sorte de balance entre les intérêts individuels, qui empêche que l'un d'eux puisse entièrement bouleverser tous les autres. Cet inventeur fera tout son possible pour garder son propre secret et en profiter seul ; il éprouvera de plus la résistance de tous ses confrères auxquels il s'efforce

de faire tort, celle de tous les ouvriers qui voient bien qu'il tend à diminuer leur salaire, celle de tous les préjugés populaires et locaux qui tendent toujours à repousser les innovations, celle des capitalistes qui ne prêtent pas volontiers à des entreprises qu'ils ne comprennent et ne connaissent pas. Il triomphera de toutes ces résistances, mais lentement, de manière à ne point causer de secousses, à laisser aux familles qu'il déplace le temps de se ranger, d'acquérir un nouveau gagne-pain, ou même aux consommateurs de former une nouvelle demande de travail.

Aussi, ce n'est pas en général le progrès naturel de l'industrie, tel qu'il est causé par les intérêts personnels, qui a produit l'encombrement des marchés, et qui a condamné au désœuvrement et à la famine des milliers d'ouvriers; c'est par une influence étrangère aux intérêts personnels, que nous avons vu *gâter* systématiquement, et en grand, *les métiers*, tantôt par les gouvernemens, qui mettant en serre chaude toutes les industries, ont voulu que leur nation fit tout ce qu'ils voyaient faire à toutes les autres, et lui ont fait produire ce qu'on ne lui demandait pas; tantôt par des citoyens zélés et des savans, qui ont cru ne pouvoir servir plus utilement leur patrie, qu'en important à la fois toutes les inventions qui faisaient la richesse des autres pays, en attaquant tous les préjugés, en renversant toutes

les habitudes, en répandant rapidement toutes les découvertes aussi loin qu'elles pouvaient aller, et en demandant aux capitalistes, au nom de leur patriotisme, la fondation de manufactures qu'ils n'auraient point obtenues d'eux au nom de leur intérêt.

Pour aujourd'hui nous laisserons en paix les gouvernemens, dont la politique excitante a déjà donné lieu à plusieurs discussions. Nous nous adresserons seulement à ceux que leur philanthropie égare, lorsqu'elle leur fait favoriser de tout leur pouvoir des productions que personne ne leur demande, et auxquelles ils ne trouvent pas eux-mêmes leur intérêt. Si nous avons réussi à les convaincre qu'en faisant produire, on n'est point sûr de faire consommer, nous les ramènerons peut-être à donner plus d'attention au principe sur lequel repose leur propre système d'économie politique. Ils demandent la liberté absolue de l'industrie, parce qu'ils estiment que les intérêts individuels, en se compensant, se réunissent tous dans l'intérêt général; qu'ils voient donc que ce sont eux-mêmes qui troublent cette balance des intérêts individuels; que, lorsqu'ils créent une manufacture par amour de l'art ou de la science, comme ils n'ont point suivi les indications du marché, ils ont souvent sacrifié les hommes et les intérêts réels à une théorie abstraite. C'est l'affaire des savans, de se tenir toujours

prêts, par les progrès des mécaniques, de la chimie, de l'étude de la nature, pour répondre à toutes les demandes du marché ; c'est leur affaire d'être à portée de seconder puissamment le travail de l'homme, à l'instant où un travail plus grand lui est demandé ; mais, tant que l'organisation actuelle dure, tant que l'existence du pauvre est abandonnée aux effets d'une libre concurrence, ils ne doivent point mettre un poids additionnel dans la balance, en faveur des chefs d'ateliers, contre les ouvriers : ils doivent se rappeler que la maxime fondamentale des économistes, c'est : *laissez faire et laissez passer* ; qu'ils laissent aussi aux générations rendues superflues le temps *de passer*. Autrement, par l'accélération qu'ils donnent, avec un zèle imprudent, à l'adoption de chaque découverte, ils frappent sans cesse, tantôt sur une classe, tantôt sur l'autre, et ils font éprouver à la société entière les souffrances constantes des changemens, au lieu du bénéfice des améliorations.

